

Il y a quelques semaines, j'ai fait inscrire au Feuilleton de cette Chambre une question, dans le but de me procurer certains renseignements à propos du pénitencier de Portsmouth. La réponse que l'on a faite à cette question est tout simplement, à mon avis, une tentative afin de nous faire croire que la situation s'est fort améliorée au pénitencier de Portsmouth au cours des derniers trois mois, ou plutôt depuis l'enquête qui a été tenue dernièrement sur l'administration de cet établissement. J'ai l'idée moi-même que l'on a fait quelques améliorations sous un ou deux rapports au moins. Par exemple, on a cessé, je le crois, de soumettre aux douches glacées les infortunés forçats qui ont perdu la raison, comme la chose se pratiquait avant l'enquête en question. Le ministre lui-même en répondant à mes questions, a déclaré que l'on n'avait pas soumis les forçats au supplice de la douche depuis l'enquête, et que l'on étudie la question de savoir si l'on n'abandonnera pas pour toujours ces pratiques barbares.

Tout de même, monsieur le Président, à part une ou deux améliorations de cette nature, la situation générale qui règne dans cette institution—et je ne crains pas de le dire, dans toutes les institutions pénales—n'a pas été sensiblement modifiée depuis la fin de l'enquête en question. J'ai le regret de dire que, s'il en est ainsi, cela est dû surtout à ce que la commission chargée de faire cette enquête n'est pas allée au fond des choses, comme elle aurait dû le faire. Afin de bien faire comprendre à la Chambre, combien l'opinion publique d'un bout du pays à l'autre, n'ajoute pas foi à cette prétendue modification de la situation, je me permettrai de vous citer de nombreux extraits d'articles de journaux qui ont été publiés sur ce sujet, tant de la province d'Ontario que celle de Québec. Je trouve ces extraits dans les journaux des deux partis. Le "Standard" de Kingston, le "News" de Montréal, le "Globe" et le "News" de Toronto, le "Herald" et le "Spectator" de Hamilton, le "Free Press" de London, le "Free Press" d'Ottawa, l'"Advertiser" de London et nombre d'autres publications ont abordé ce sujet, et tous s'accordent pour condamner les conditions qui existent à l'heure actuelle, dans les pénitenciers, et pour déplorer le retard que l'on met à les faire disparaître.

Je veux faire insérer dans les colonnes des débats les opinions qu'ont exprimées quelques-uns de ces journaux, et permettez-

[M. Edwards.]

moi de le dire, ces articles ont été publiés quelque temps avant l'ouverture de la présente session et longtemps après que la commission d'enquête eût déposé son rapport devant le Parlement. Voici ce que dit le "Standard" de Kingston, au cours d'un article de fond :

Tant que l'on traitera des malades plutôt comme des animaux que des êtres humains, on ne peut proclamer véritablement qu'ils reçoivent justice dans le sens le plus large et le plus complet de ce mot.

Et plus loin :

Le tas de pierre est toujours en usage,—cet endroit d'infamie et de torture raffinée, où les forçats ne brisent pas seulement la pierre, mais leurs cœurs également, cet endroit où les plus belles intelligences s'atrophient pour en fin de compte s'éteindre tout à fait, et où les espoirs sont dispersés aux quatre vents et enterrés à jamais.

Puis encore :

Il s'agit d'une question d'humanité, et nous ne cesserons de le répéter : plus vite on entreprendra des réformes, mieux ce sera.

De son côté, le "Globe" de Toronto parle ainsi :

Du traitement barbare et injustifiable que l'on a continué d'infliger aux forçats du pénitencier de Portsmouth plus d'un an après qu'un rapport officiel eût fait connaître au public les tortures que l'on faisait subir en son nom et avec sa sanction.

Puis, un peu plus loin :

Il appartient à chaque citoyen de prendre des mesures afin de mettre fin à l'état de choses honteux qui a été mis au jour par l'enquête relativement à l'administration du pénitencier de Portsmouth.

Et encore :

Il est impossible, nous semble-t-il, que le public puisse rester indifférent aux appels qui lui sont adressés, afin que l'on fasse disparaître les méthodes dégradantes, abrutissantes et décourageantes, qui atrophiaient l'intelligence en même temps qu'elles paralysent le corps. L'existence du tas de pierre, à notre époque, est une preuve convaincante de l'incompétence gouvernementale en la matière. Il est impossible de se rendre compte de la stupidité incommensurable dont font preuve ceux qui s'en laissent encore imposer par ce châtimement d'un autre âge, sous prétexte que les forçats se livrent à un travail productif. Le forçat le moins intelligent ne s'y laisse pas prendre. Il se rend fort bien compte qu'il n'accomplit nullement un travail productif ; mais qu'on le soumet tout simplement à une routine monotone et débilitante, qui ne sert qu'à le priver des résultats de son effort, engourdit ses sens, rapetisse son intelligence, tue ses ambitions, et le remplit d'un ressentiment impérissable à la vue des torts cruels et prolongés dont il est victime.

Permettez-moi de citer encore le passage suivant, que j'extrait d'un article du "Globe" de Toronto :